

5 F

LES CAHIERS DE

germinal

Supplément à Germinal n. 21 - 3ème trimestre 1980

Périodique de la Commission Agricole du P.S.U.

une agriculture à contre-courant :

**vivre, produire, travailler autrement
à la campagne**

Commission agricole du PSU

INTRODUCTION

A part, l'agriculture ? Beaucoup le disent. Beaucoup essaient de le faire croire. A tel point qu'à la fin du 19ème siècle, le gouvernement de l'époque s'est cru obligé de créer un «Ministère de l'Agriculture». Il existe toujours... Il aura fallu attendre plus d'un demi-siècle pour qu'on lui adjoigne un «Ministère de l'Industrie». Qui occupe deux fois moins de monde.

Certes, la vie agricole et rurale présente des caractéristiques bien particulières. *Grosso Modo*, on peut distinguer deux grandes branches :

- celle qui s'occupe de produire des aliments et des matières premières pour l'industrie,
- celle qui concerne la gestion de l'espace rural.

L'agriculture se situe au carrefour de ces deux axes :

- elle forme l'élément essentiel de la production d'aliments. Mais elle n'est pas seule. En amont, comme en aval, se sont développées de puissantes firmes agro-alimentaires qui l'enserrent comme les machoires d'une tenaille.
- C'est elle qui a modelé, au cours des siècles, des espaces ruraux diversifiés. Que n'a-t-on dit sur cette fonction de

«jardiniers de la nature» qu'exerce le paysan ! Mais là aussi, depuis quelques décennies, l'espace rural se transforme sous la poussée du capitalisme. Il faut des «zones vertes» pour reconstituer la force de travail anémiée par la ville et l'exploitation capitaliste. Et l'espace est sans cesse grignoté par les routes, les autoroutes, les centrales nucléaires et toutes ces infrastructures que le système capitaliste ne cesse d'engendrer.

Bref, l'agriculture n'est pas vraiment à part. Elle est «pénétrée» par le capitalisme. Elle n'évolue pas dans une tour d'ivoire : ce que vivent les paysans, les travailleurs de la terre, n'est pas indépendant de la façon dont fonctionne notre système économique.

Des changements décisifs ont marqué les campagnes françaises ces dernières années. De nouveaux bouleversements, liés à la crise du capitalisme, s'annoncent maintenant. Comprendre pourquoi nous en sommes là, tel est le premier objectif de cette brochure.

Et tenter de proposer d'autres solutions, une autre manière de vivre, de travailler et produire à la campagne: voilà un deuxième objectif.

AVERTISSEMENT

Cette brochure, depuis son élaboration jusqu'à sa rédaction définitive, est le fruit du travail collectif de la commission agricole du PSU: elle est la synthèse de notre réflexion commune à ce jour.

Un certain nombre d'aspects de la vie agricole et rurale n'y sont pas abordés, en particulier sur les conditions de vie et de travail des salariés, sur le Crédit Agricole, les industries agro-alimentaires, le syndicalisme...

La commission Agricole poursuit la réflexion sur ces problèmes: cela se traduira par des articles dans *Germinal* (voir dernière page).



LA FIN DE «L'AUTONOMIE PAYSANNE»

Il n'est pas question, bien sûr, de faire l'histoire des paysanneries françaises, dont l'évolution a longtemps été lente : en 1946, il y avait presque autant de paysans qu'en 1861 (7,4 millions contre 7,6 millions) ! Mais depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'histoire s'accélère, une mutation se produit.

La productivité du travail agricole progresse. Rapidement. Très rapidement même, puisqu'elle dépasse le rythme de croissance de la productivité d'ensemble dans l'économie française. L'augmentation a été si rapide, depuis

de la productivité permettait donc de diminuer soit le nombre de travailleurs (exode agricole), soit la durée du travail. Le capitalisme français avait besoin de bras. Ce n'est donc pas la durée du travail qui a été allégée, mais le nombre de travailleurs.

En fait, une partie de ces «gains» de productivité n'a été qu'apparente : ils ont consisté à remplacer du travail agricole par du travail non agricole. Le binage à la houe a été remplacé par l'utilisation des désherbants. La fabrication de tracteurs s'est substituée à l'élevage de cheptel de trait. Une part crois-

L'agriculture va plus vite que l'automobile

La productivité du travail désigne la quantité de production obtenue par travailleur. Dire qu'elle augmente de 5 % en un an signifie que d'une année sur l'autre le même travailleur a produit 5 % de marchandises en plus. Il ne faut pas confondre la *productivité* avec le rendement, qui mesure la production réalisée pour une unité de moyen de production (par ex. : rendement à l'ha en agriculture ou rendement d'une machine).

Entre 1952 et 1972, la productivité du travail s'est accrue de 6,3 % chaque année en agriculture, alors que la moyenne pour l'économie était de 5,6 %. L'agriculture de ce point de vue, a progressé plus vite que la plupart des autres branches, à l'exception de l'énergie (+ 8,8 %) et les industries intermédiaires (sidérurgie, chimie : + 6,7 %). Plus vite, notamment, que l'industrie automobile (+ 6,2 %).

Ce chiffre reflète *à la fois* le progrès des techniques agricoles, qui permet de rendre le travail plus efficace, et l'accroissement de *l'intensité* du travail fourni (journées plus longues, plus remplies, suppression de la morte-saison, etc...).

30 ans, que si le nombre des travailleurs et la durée du travail étaient restés identiques dans l'agriculture, la production agricole française aurait été multipliée par 4 ! Mais ni l'estomac, ni le porte-monnaie des consommateurs n'ont été multipliés par 4 durant la même période. La croissance

sante de l'alimentation animale est désormais produite en usine, etc.

Gains élevés de productivité dans l'agriculture même, et diminution importante de l'emploi rural : voilà un modèle de développement dont la cohérence interne était particulière-

Un exode massif

En 1950, l'agriculture française employait 5,8 millions de personnes. En 1980, 1,7 millions. L'emploi agricole, en trente ans, a diminué de plus des deux tiers. Et avec lui, l'emploi traditionnellement lié à l'agriculture s'est effondré : artisanat rural, commerce rural, professions libérales, services publics (écoles, postes, gares SNCF). Au recensement de 1975, les 3/4 de la population française vivaient dans des communes urbaines (et 16 % dans l'agglomération parisienne !), alors que vers 1900, les 3/4 vivaient dans des communes rurales. En moins d'un siècle, le monde rural s'est vidé de deux habitants sur trois.

gros trusts et même à s'internationaliser.

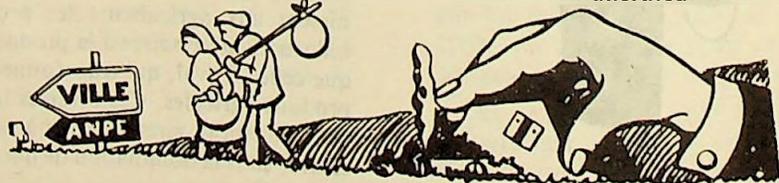
Ces firmes extorquent aux travailleurs de l'agriculture une part plus ou moins importante du surplus qu'ils dégagent, en utilisant le rapport de forces qu'elles possèdent à l'égard de producteurs isolés ou en situation de dépendance. Par exemple, dans certaines régions, les firmes laitières imposent aux producteurs de lait l'achat de « tanks » à lait réfrigérés ; ou encore, certaines coopératives incitent leurs adhérents à construire de nouveaux bâtiments, plus rationnels : elles se portent caution auprès de la banque, ce qui permet de rembourser la banque avant de payer le producteur, grâce à l'existence d'un compte bloqué. Etc. Ainsi, de multiples manières, l'emprise de l'agro-alimentaire se fait sentir sur les producteurs agricoles.

Il est fréquent que cette emprise prenne la forme d'une véritable intégration contractuelle, qui retire aux producteurs l'initiative des principales décisions, tout en leur laissant les risques de la production.

Les coopératives de commercialisation et de transformation n'enrayent

pas cette tendance. Soumises à la concurrence des entreprises privées, elles doivent s'adapter à la logique du capitalisme et exercent bien souvent les mêmes pressions sur la masse des petits agriculteurs. Depuis quelques années, on peut même affirmer que, non seulement les coopératives n'enrayent pas le développement du capitalisme dans la branche agro-alimentaire, mais que, dans de nombreux secteurs, c'est de plus en plus autour d'elles que le capital agro-alimentaire se restructure. Il suffit, par exemple, de reprendre les concentrations, regroupements, accords inter-entreprises, etc. dans le secteur laitier et les stratégies commerciales des coopératives de ce secteur.

Cette emprise est soutenue et renforcée par la politique agricole de l'Etat, qui soutient les marchés agricoles au niveau de la transformation et non à celui de la production. Par exemple, ce n'est pas le lait qui fait l'objet d'une garantie minimale de prix, mais la poudre de lait. C'est-à-dire que la garantie de ressources du producteur est indirecte : la politique des prix garantis bénéficie d'abord à l'industrie, qui a la certitude, avec le lait, d'un chiffre d'affaires rémunérateur minimum.



Les méfaits du productivisme

Dans le Tarn, le canton de Vaour, compte aujourd'hui 1 800 habitants (plus de 5 000 au début du siècle) et 170 exploitations agricoles (contre plus de 500 au début du siècle). La polyculture tend à disparaître au profit d'une monoculture à base de vigne (coteaux d'Itzac), d'élevage à viande (plateaux) ou d'associations maïs-élevage (vallée de l'Aveyron). Les anciens vignobles de coteaux calcaires retournent à la friche : pentes trop fortes, amenées d'eau difficiles. Ailleurs aussi, dans les zones d'élevage, la friche s'installe aussi sur toutes les terres qui enserrrent les zones de culture. Une part croissante du territoire rural est ainsi exclue des systèmes agraires. L'incendie devient un risque grandissant. Mais aussi le touriste, qui achète les maisons abandonnées et impose ainsi ses propres normes culturelles, en fractionnant l'espace rural qui perd son homogénéité. «Une zone très diverse, comme l'est le canton de Vaour, par la pente et la nature du sol, ne peut se mettre en valeur correctement par la monoculture. Mais la polyculture exigerait plus de population qu'il n'en reste, la mécanisation ne peut tout faire. Paradoxalement, elle a même favorisé l'abandon du territoire et l'enfrichement : une mécanisation conçue pour les grandes plaines ne peut, quand on cherche à l'implanter en régions de collines ou de montagnes, qu'accroître la désertification, puisqu'elle ne sait s'adapter qu'aux parties planes - et rares - du paysage» (François de Ravignan).

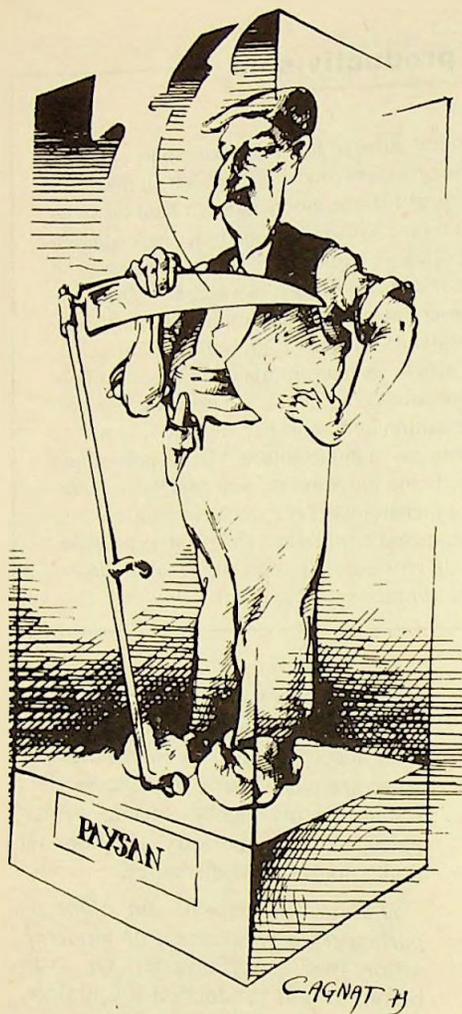
Au cours des trente dernières années, le «développement» a été le maître-mot de l'agriculture française. Un développement qui n'est pas allé sans bouleversement. Car il n'y a pas de développement sans changement, sans mutation. Ainsi, lorsqu'un bébé se développe», qu'il grandit, son corps change, se transforme et les proportions caractéristiques se modifient; à la naissance, grosse tête et petits bras. Vingt ans plus tard, la tête a grossi, mais relativement peu par rapport aux bras : le développement s'accompagne toujours d'un changement de structure.

Il en est de même pour l'agriculture. A une différence près, cependant : alors que, dans la croissance d'un bébé, les changements qui s'opèrent sont le fait de la «nature», dans les phénomènes sociaux, ils ne doivent rien à la «nature» : tout dépend des règles sociales qui existent dans la société où se produit le processus de développement.

Dans notre France capitaliste, les

règles sociales sont de type capitaliste. Du coup, le développement agricole s'est accompagné d'un changement de structure particulier : la paysannerie a éclaté en trois couches sociales principales, trois groupes aux situations (et donc aux intérêts) distinctes.

D'abord les paysans qui n'ont pu participer au mouvement de modernisation (petite paysannerie). On avait besoin de leur production jusqu'alors. Mais les autres paysans, ceux qui se sont modernisés (voir plus loin) ont accru leur production et fournissent de quoi nourrir le pays : plus besoin alors de cette couche de paysans non modernisés. Ils ne sont plus nécessaires, d'un point de vue social. Alors peu importe que leurs revenus se dégradent et que leurs enfants abandonnent l'agriculture. Au contraire, ils constituent une source non négligeable de main d'œuvre utile pour les besoins de l'industrie, à la recherche de bras. Plus cette couche sociale sera paupérisée, plus elle sera utile pour le système social en place.



Paysannerie moyenne et paysannerie aisée, les deux autres couches spéciales, se précipitent alors sur les terres ainsi abandonnées. Et elles le font avec d'autant plus de frénésie qu'il leur faut de l'espace, toujours plus d'espace pour rentabiliser leurs équipements modernes. Mais, dans cette course à l'agrandissement, la paysannerie moyenne reste toujours un peu en-dessous de la taille optimale : il lui manque toujours quelques hectares pour s'en sortir «convenablement». Aussi elle épargne, s'endette et guette avec anxiété les terres qui se libèrent.

Hélas, hélas, il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus. Pour quelques-uns qui, un peu mieux placés ou un peu plus riches, parviennent à atteindre une taille optimale qui ne cesse de grandir, beaucoup s'essoufflent et arrivent comme les carabiniers : trop tard. Lorsqu'ils ont enfin accès aux 5 à 10 ha qui leur faisaient défaut, les choses ont évolué : il leur en faudrait 5 ou 10 de plus ou un atelier hors-sol...

La Paysannerie aisée n'a pas ce problème. Elle possède des exploitations assez grandes : elle peut utiliser au mieux le «progrès» technique, accroître à un rythme élevé sa productivité. Elle tire ainsi des revenus importants de la terre, ce qui lui permet de s'agrandir encore et de garder ainsi sa longueur d'avance sur la paysannerie moyenne. Laquelle travaille dur et investit l'essentiel des gains que la modernisation lui a permis d'acquérir, dans l'espoir, un jour, de «souffler un peu».

Vers la fin des années soixante, voyant cet horizon radieux s'éloigner au fur et à mesure qu'elle cherche à l'atteindre, une fraction de la paysannerie moyenne a commencé à s'interroger sur ce modèle de développement qu'on lui impose. A quoi bon s'endetter de plus en plus : le Crédit Agricole y trouve son compte, mais pas les paysans qui s'essoufflent. C'est alors le début du «Mouvement Paysans-Travailleurs» : mouvement qui traduit l'apparition d'une nouvelle «race» de paysans pauvres. Il ne s'agit pas de ceux qui n'ont pas pu participer au mouvement de modernisation (et dont beaucoup ont déjà quitté la terre, les autres vivant sur leur patrimoine en attendant la retraite ou la vieillesse). Il s'agit de paysans moyens qui se sont appauvris. Pour bien les distinguer de ceux qui précèdent, nous les appellerons les *nouveaux paysans pauvres*.

Certes, tout le Mouvement Paysans-

Tous égaux !

La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) et sa branche «jeune», le Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA), prêche, depuis 20 ans, l'unité de tous les paysans. Comme si tous avaient les mêmes intérêts. Le CNJA, durant un temps (autour des années 50-60, sous l'impulsion d'animateurs venus de la JAC, comme Lambert), avait dénoncé ce mythe. Il est devenu beaucoup plus discret, maintenant, car il est essentiellement aux mains des paysans moyens qui jouent à fond la carte de la modernisation. Michel Debatisse, son ancien Secrétaire Général, est un symbole remarquable du rôle d'encadrement que le Pouvoir souhaite faire jouer au syndicalisme agricole : président de la FNSEA, aujourd'hui Secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires, M. Debatisse pousse à la constitution d'une agriculture «efficace» (c'est à dire produisant beaucoup et à peu de frais) susceptible de devenir le *pétrole vert* de la France. Le syndicalisme «officiel» (FNSEA et CNJA sont les seuls reconnus représentatifs par les Pouvoirs Publics) reflète ainsi les vues et les vœux de la paysannerie moyenne, mais camoufle cette orientation derrière un discours «unitaire». Inutile de dire que la Mutualité Sociale Agricole, la coopération, le Crédit Agricole tiennent le même discours et contribuent efficacement à éliminer tous ceux qui refusent la logique du productivisme.

Les grands mouvements revendicatifs de ces dernières années ont le plus souvent été menés indépendamment de la FNSEA, voire contre elle (lutttes foncières, grève du lait, refus de la taxe de co-responsabilité). Mais ces lutttes restent confinées au monde paysan, qui se méfie du mouvement ouvrier. L'une des tâches prioritaires de la gauche paysanne devrait être de montrer que ces lutttes sont dirigées contre la logique capitaliste et que, sur la base de l'anti-capitalisme, un regroupement de l'ensemble des paysans exploités (petite paysannerie et nouveaux paysans pauvres) est possible et souhaitable.

Travailleurs n'est pas composé de nouveaux paysans pauvres. Parmi les adhérents, la majorité appartiennent même à la paysannerie moyenne et la paupérisation est plus, pour eux, une menace qu'une réalité. Mais la nouvelle paysannerie pauvre, ou en voie de paupérisation, est très minoritaire : il lui faut s'allier avec d'autres couches sociales si elle veut pouvoir se faire entendre et agir.

De son côté, la petite paysannerie est composée en majorité d'agriculteurs âgés, dont les successeurs éventuels ont déjà quitté l'agriculture, et en minorité d'agriculteurs plus jeunes dont les enfants ne sont pas encore entrés dans la vie active. Défendre cette paysannerie signifie donc deux choses :

— D'abord, la revendication d'une retraite décente (au moins le SMIC) pour ceux qui se retirent.

— Ensuite, permettre aux jeunes qui le souhaitent de succéder à leurs parents : ce qui implique qu'ils retirent un revenu décent de leur travail sur une petite exploitation. En clair, cela revient à dire qu'il faut arrêter l'exode agricole.

Dire cela, ce n'est pas s'opposer au «progrès». D'abord parce qu'il n'y a que dans le système capitaliste que le «progrès» est associé à une production toujours croissante. Les déséquilibres écologiques actuels sont tels que le vrai «progrès» consiste à mettre au point des méthodes culturales moins polluantes, aboutissant à des produits de meilleure qualité. Les petites exploitations peuvent plus facilement prendre ce tournant que les grandes : les travailleurs disposent du temps nécessaire pour passer d'un système de production gaspilleur en énergie et en produits

chimiques à un système de production moins gaspilleur, mais qui exige davantage de travail direct.

En outre, rémunérer déceimment le travail des petits paysans, cela signifie payer plus cher les produits agricoles. Ce qui, forcément, se répercute sur le panier de la ménagère. Les travailleurs non agricoles seront donc amenés à revendiquer une hausse de leurs salaires; autant dire que la bourgeoisie ne verrait pas d'un bon œil une telle politique agricole. Petite paysannerie et nouvelle paysannerie pauvre auront donc bien du mal à l'imposer, ce qui diminue d'autant l'attrait d'une alliance possible : on lutte moins farouchement lorsque l'objectif paraît difficile à atteindre.

Mais, à bien y regarder, cette alliance est la seule possible. La nouvelle paysannerie pauvre se sent proche de la paysannerie moyenne, avec laquelle elle serait volontiers tentée de passer alliance. Elles ont souvent en commun des luttes passées, un cheminement analogue, la même foi dans le «progrès technique». Mais, alors que la nouvelle paysannerie pauvre a perdu toute illusion, la paysannerie moyenne



est encore dans la course : pourquoi donc cesserait-elle d'apporter son appui aux organisations professionnelles traditionnelles ? Celles-ci poussent au contraire à l'alliance paysannerie moyenne/grosse paysannerie, avec l'appui des technocrates, du Crédit Agricole et de tous ceux qui poussent à l'accroissement de la productivité. Et c'est cette alliance, ce *bloc social*, qui a, jusqu'à présent, dominé les campagnes. Avec la bénédiction du pouvoir politique, qui n'y trouve que des avantages.

GERMINAL EN A PARLÉ

- *Foncier* : «Maîtriser le foncier» (G. n°12) - «A qui la terre de Pizay ?» (G. n°14) - «La Fragneuse à l'heure du bilan» (G. n°14).

- *Le mythe de l'unité agricole* : «La FNSEA et le syndicalisme paysan» (G. n°13).

- *Les salariés de l'agriculture* : «La FGA-CFDT répond à nos questions» (G. n°13) - «Germinal interroge la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture et des Forêts» (G. n°14) - «Nous n'avons qu'à nous taire et bosser» (G. n°19).

- *L'exode agricole* : «Mais que deviennent les agriculteurs ?» (G. n°14).

L'AGRICULTURE DANS LA CRISE

Personne, aujourd'hui, ne conteste que le capitalisme soit en crise. Il n'est pas pour autant moribond. Il est affronté à des contradictions nouvelles (la montée des peuples du Tiers Monde, le coût élevé de l'énergie) ou plus traditionnelles (à force d'accumulation, le capital se révèle moins rentable); pour en sortir, le capitalisme se transforme profondément. En particulier, une nouvelle division internationale du travail se met en place, avec son cortège de spécialisations et de délocalisations des productions... et des travailleurs. Mais la concurrence est vive : pour se spécialiser dans les «filiales d'avenir», pour conquérir les nouveaux marchés, pour investir dans les pays à bas salaires, il faut de l'argent. Beaucoup d'argent. Dans la compétition capitaliste, gagneront les entreprises qui auront su investir beaucoup, et les pays qui auront su imposer l'austérité à leurs peuples. L'enjeu de la crise, c'est la mise en place d'une nouvelle hiérarchie mondiale des «grands» pays capitalistes.

Mais, la crise, ce sont aussi les soubresauts d'un modèle de croissance et de société qui se heurte à des problèmes de plus en plus importants : gaspillage ahurissant d'énergie et de matières premières, qui provenaient jusqu'à présent d'un pillage éhonté du Tiers-Monde. La croissance a produit plus de marchandises. Mais elle a multiplié aussi les nuisances (bruit, pollution, éloignement) et les coûts sociaux (logements entassés, criminalité, chômage, conditions de travail, déqualification...).

L'agriculture et le secteur agro-

alimentaire sont au cœur de ces transformations, au cœur de la crise.

D'abord, l'agriculture est une des filières choisies par la bourgeoisie française dans sa stratégie d'internationalisation. La vocation agricole de la France est bien connue. Debatisse rêve d'en faire le *pétrole vert* de notre pays : pour cela, il faut accroître la capacité exportatrice de nos industries agricoles et alimentaires. Ce qui signifie, en premier lieu, produire beaucoup et le moins cher possible : renforcement du modèle productiviste, de la course aux surfaces et aux techniques, spécialisation croissante et utilisation intensive des «inputs» achetés sur le marché (engrais, aliments du bétail, produits phyto-sanitaires). Ce qui signifie également, en second lieu, la liquidation de fait (ou la perte d'autonomie) des petits ensembles coopératifs et privés (sauf lorsqu'ils sont déjà très efficaces dans leur domaine, ce qui est rare) et leur intégration dans de vastes conglomérats (le plus souvent «coopératifs», pour ne pas heurter de front la couche de paysans modernes; exemples : U.L.N., Sodima-Yoplait). Car seuls ces conglomérats ont la taille mondiale. Mais le contrôle des producteurs directs sur «leurs» coopératives ainsi regroupées devient impossible.

Internationalisation croissante des débouchés, donc. Mais aussi des approvisionnements. La création du Marché Commun agricole, avec la règle de la préférence communautaire (qui consiste à inciter les pays déficitaires à se fournir de préférence dans d'autres pays de la Communauté plutôt que sur le marché mondial, grâce à

Les grandes manœuvres coopératives dans l'industrie laitière

Deux groupes coopératifs se disputent la place de leader dans l'industrie laitière : l'ULN (Union Laitière Normande) 6 500 salariés en 1978, 5,5 milliards de C.A., et le groupe Sodima-Yoplait (environ 9 000 salariés, 5,2 milliards de C.A.)

Le groupe BSN Gervais-Danone mis à part, ces deux unions de coopératives devancent, dans leur secteur, les grandes firmes laitières privées comme Bel, Bridel, Entremont, Bongrain, etc...

En 1978, le groupe Perrier s'est retiré partiellement de la branche laitière où il était présent par sa filiale Prével ; l'ULN en a pris le contrôle en rachetant 30,5 % des actions de Prével. ULN-Prével collecte aujourd'hui près de 15 % du lait français dans une quarantaine d'usines.

Le groupe Sodima-Yoplait développe une activité internationale tous azimuts (en Europe et Afrique du Nord, mais aussi au Guatemala, à Tahiti, etc...). Depuis 1978, il a conclu un accord avec le géant américain Général Mills (15 milliards de francs de C.A.) pour la diffusion de marque Yoplait aux USA.

un système de taxation élevée sur les importations en provenance de pays non-membres) a incontestablement favorisé la France : le commerce extérieur agro-alimentaire français, qui était déficitaire de 7 milliards de francs en 1959, est devenu excédentaire (10 milliards en 1974) et certains, dans l'euphorie, prévoient que la France deviendrait le grenier à blé de l'Europe

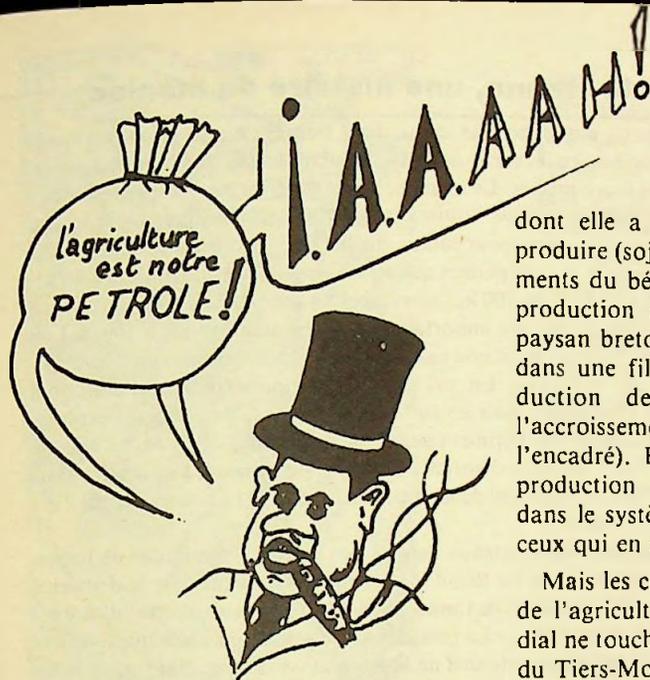
et réaliserait 20 milliards de francs d'excédents en 1980. Prévisions fort optimistes, puisqu'en 1977 le déficit est réapparu (- 3,7 milliards de francs) et que les chiffres pour 1978 et 1979 sont loin d'être aussi élevés qu'on l'espérait en haut lieu : + 1,1 milliards en 1978 et + 6,8 milliards en 1979. La raison de cette évolution ? C'est que si nous vendons de plus en plus à l'extérieur

Les milliardaires de l'agro-alimentaire

Le champion tous azimuts est incontestablement BSN Gervais-Danone, avec 7,9 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'alimentaire. BSN vient d'ailleurs de racheter les filiales alimentaires de la Générale Occidentale (Amora, La Pie qui chante, Unimel, Grey-Poupon, Aussage, Parizot...), qui représentaient 2,1 milliards de chiffre d'affaires. Ainsi le seuil des 10 milliards est dépassé : soit, pour une seule société, l'équivalent du revenu net des 600 000 exploitants les plus pauvres !

Immédiatement derrière BSN, viennent l'Union Laitière Normande (avec 5,5 milliards) et Sodima-Yoplait (avec 5,2 milliards). Officiellement, il s'agit d'unions de coopératives...

Sur 3900 entreprises de ce secteur, 116 d'entre elles réalisent 56 % du chiffre d'affaires



(40% de la production agricole a été exportée en 1979), nous lui achetons aussi de plus en plus. Entre 1973 et 1977, les importations se sont accrues au rythme annuel de 21,6%. La France, à l'échelle des nations, suit une évolution analogue à celle de l'exploitant qui se modernise : il produit de plus en plus, mais pour y parvenir, il achète aussi de plus en plus. Son résultat final est alors au mieux stationnaire, au pire en baisse.

Ainsi, insérée de façon croissante dans le marché mondial, la France a joué à fond la carte de la spécialisation. Ses exportations sont fournies aux trois quarts par cinq grandes catégories de produits : les céréales (25%), les boissons (19%), la viande (12%), les produits laitiers et les œufs (11%), les sucres et dérivés (6,5%). Mais pour produire ce qui se vend sur le marché mondial, il faut importer sans cesse davantage : ce qu'elle ne produit plus elle-même en quantité suffisante (viande de porc ou de mouton : déficit de 4 milliards de francs en 1979), ou ce

dont elle a besoin pour continuer à produire (soja ou arachide pour les aliments du bétail). Ainsi, les filières de production s'internationalisent, et le paysan breton, sans le savoir, s'insère dans une filière dans laquelle la production de cochons contribue à l'accroissement de la misère (voir l'encadré). Production de cochons et production de misère vont de pair, dans le système capitaliste, à l'insu de ceux qui en sont parties prenantes.

Mais les conséquences de l'insertion de l'agriculture dans le marché mondial ne touchent pas seulement les pays du Tiers-Monde. En France même, la production se réorganise, les régions ou les pays se spécialisent. Que restera-t-il du troupeau ovin en France dans quelques années, si on laisse jouer la logique du marché mondial, quand on sait que la viande ovine coûte environ deux fois plus cher en France que sur le marché mondial et six fois plus cher qu'en Nouvelle-Zélande ? De plus, ces marchés agricoles sont de plus en plus contrôlés par un nombre limité de grandes firmes (6 pour les céréales et le soja) qui les manipulent au gré de leurs intérêts. Dans ces conditions, comment assurer un minimum d'indépendance alimentaire ? Comment établir une solidarité internationale concrète entre travailleurs agricoles ? Certainement pas, en tout cas, en poursuivant l'objectif d'une agriculture de plus en plus immergée dans le marché mondial. Cette voie-là ne peut pas conduire vers un développement maîtrisé et autogéré.

L'agriculture française se trouve également au cœur de la crise d'une autre façon : ce qui est en train de faire faillite, c'est le modèle productiviste

Thaïlande - Bretagne, une histoire de manioc

Les céréales françaises - notamment le maïs - font l'objet de prix garantis. Pas le manioc, qui n'est pas produit en France, mais en Thaïlande, par des paysans super-exploités, payés à coup de lance-pierres. Le manioc, hélas, est trop pauvre en protéines : il faut donc le compléter par des résidus (tourteaux) de corps gras triturés (soja, arachides notamment), un soja qui vient pour moitié du Brésil et pour l'autre moitié des Etats-Unis. L'ensemble manioc + soja permet aux firmes spécialisées de produire un aliment du bétail qui revient à 85,65 F les 100 kg, alors que l'ensemble maïs + soja revient à 99,65 F. Mais dans le premier cas, les importations représentent 58,90 F (69 %) les 100 kg, contre 17,60 F (18 %) dans le second cas. La dépendance s'est accrue... au détriment des thaïlandais et des brésiliens. En 1973, 55 000 enfants (officiellement) sont morts de malnutrition en Thaïlande : mais les cultures de manioc, destinées à l'exportation, ont continué à se développer au détriment des cultures vivrières destinées à l'alimentation du pays. Résultat : sur 7 millions d'enfants de moins de 6 ans, 4,2 sont atteints de malnutrition (chiffre de l'Institut national de la nutrition, cités par *l'Economiste du Tiers Monde*, janvier 1979).

Les importations françaises de tourteaux de soja ont atteint 3,5 millions de tonnes en 1979, dont 41,4 % en provenance du Brésil. Ce dernier pays est devenu le deuxième exportateur mondial de soja (12 millions de tonnes en 1977) et consacre à cette culture 6,4 millions d'ha (contre 206 000 en 1969) : « La production de soja a remplacé massivement la culture du haricot noir, aliment traditionnel de la population. Le résultat fut, en octobre 1976, une rupture de stocks des magasins habituels des pauvres de Rio-de-Janeiro. Les pauvres, au désespoir, protestèrent par des émeutes qui furent réprimées par la police. Seul le marché noir permettait d'acheter le peu de haricots qui restait. Mais pour acheter une livre, il fallait travailler une demi-journée au salaire minimum. Le plus tragique est que le Brésil commence à importer des haricots noirs du Chili, où le Gouvernement s'apprête aussi à sacrifier l'aliment de base alimentaire de la population locale au profit du commerce extérieur » (J. Moore Lappé et L. Collins, *L'industrie de la faim* ; éd. de l'Étincelle).

« L'agriculture (des pays du Tiers-Monde) ne doit plus servir à nourrir les populations, mais à procurer des devises. A l'exception de la consommation des poches industrialisées où afflue la plus grande partie des biens disponibles, tout ce qui reste destiné au marché intérieur, à satisfaire les besoins locaux est considéré comme une perte. La pression conjuguée des Etats créanciers, du Fonds Monétaire International, des firmes détentrices des technologies de pointe, des banques, des puissances politico-militaires centrales, contraint les pays qui sont dans leur dépendance à tourner toujours plus leur économie vers l'extérieur, à chercher avec frénésie la clef de la croissance dans l'importation de capitaux et de technologie, dans l'afflux des investissements. Ce qu'on appelle le « développement ». Mais cette forme d'économie s'accompagne d'un endettement de plus en plus lourd. Il faut rembourser les prêts, payer les intérêts. La dette devient un cancer qui ronge une à une les cellules de l'économie locale. L'engrenage porte à toujours plus exporter (...). Partout, dans le Tiers-Monde, les cultures vivrières destinées à la population reculent. Partout, les cultures d'exportation destinées à nos pays impériaux gagnent du terrain (...). Là-bas, la terre vient à manquer au paysan, l'exode rural gonfle les bidonvilles. La carence alimentaire progresse et, parfois, d'un bond, la famine engloutit des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants » (R. Linhart, *Le sucre et la faim*, éd. de Minuit).

Dans les pays du Sahel, au cours de la famine 1972-1973, les exportations de calories sous forme d'arachide ont excédé les importations de calories sous forme de blé (cf. article de M. Marloie dans *Le Monde Diplomatique* de mai 1980).



que les couches sociales dominantes ont mis en œuvre, dans l'agriculture comme dans la plupart des autres secteurs, depuis près d'un tiers de siècle. Cette faillite est évidente sur deux points : l'emploi et l'énergie.

Comme on l'a vu plus haut, l'agriculture française a fourni, par l'exode agricole, un important contingent de main d'œuvre aux autres secteurs économiques qui avaient besoin de bras. L'industrialisation s'est nourrie de la

force de travail des ruraux au moins autant que de celle des immigrés. La poursuite de cet exode agricole — et rural, par voie de conséquence — n'a plus de sens maintenant que la croissance industrielle piétine. Ainsi, entre 1960 et 1974, l'industrie et le bâtiment (ce qu'on appelle habituellement le secteur secondaire) ont créé chaque année en France 80 000 emplois (soit 1 200 000 au cours de ces quinze ans de croissance rapide), tandis que l'agriculture en perdait chaque année 141 700 (soit 2 120 000 emplois de moins en 15 ans). Depuis 1974, le changement est net : le secteur secondaire a *supprimé* 120 000 emplois chaque année, soit 720 000 en 6 ans de crise. D'ici 1985, il est prévu que cette tendance persistera : les évaluations vont de 51 600 à 147 000 emplois supprimés chaque année dans ce secteur, selon que l'environnement international sera ou non favorable et que l'économie française s'adaptera rapidement ou non à la nouvelle donne de la crise.

En d'autres termes, tout emploi agricole supprimé ne peut se traduire que par un chômeur de plus. A quoi sert alors d'accroître l'«efficacité», le productivisme, si la baisse du coût qui en résulte est compensée, et au-delà, par l'accroissement des cotisations sociales destinées aux chômeurs ?

Or, contre toute raison, ceux qui nous gouvernent ne renoncent pas à ce modèle d'agriculture. Au contraire, ils l'intensifient, ils le généralisent, ils

L'exemple bourguignon

L'agriculture bourguignonne est très diverse : viticulture riche en Côte d'Or, petits éleveurs en Saône-et-Loire, grands céréaliers dans l'Yonne et en plaine dijonnaise. Les 82 200 travailleurs bourguignons de l'agriculture (en 1975) ont des revenus très différents. Il est prévu qu'en 1986, ils ne seront plus que 56 800 (- 31 %) ; soit 9,4 % des emplois bourguignons. Mais parallèlement, la population active sera passée de 635 000 à 700 000 personnes. Du coup, les chômeurs passeront de 24 000 (niveau actuel) à 100 000. Du moins si tout se déroule comme prévu en haut lieu !

l'amplifient. En 1975, l'agriculture française occupait 2 026 400 personnes. Il est prévu qu'en 1982, elle n'en occupera plus que 1 510 400 et en 1989 1 068 300. Nous serons alors parvenus au «modèle américain» : 4% de la population travaillera directement dans une agriculture hautement mécanisée, utilisant à doses intensives engrais et produits phyto-sanitaires, ultra-spécialisés. Et la France comptera près d'un million de chômeurs de plus, que la collectivité devra faire vivre (sans doute mal) d'une façon ou d'une autre.

Cette politique n'est pas seulement absurde. Elle est dans la logique naturelle du système. En effet, les jeunes ruraux qui n'arrivent pas à trouver de travail en ville seront sans doute de plus en plus nombreux à se battre pour conserver un emploi correct. Mais pour le système, cette réaction est dangereuse : la sélection des agriculteurs les plus compétitifs ne peut, pour l'ins-

tant, se faire qu'avec l'élimination des couches paysannes pauvres et moyennes. Si celles-ci résistent farouchement, c'est la logique productiviste tout entière, l'élimination des «faibles» au profit des «forts» qui est remise en cause. Un peu comme dans une classe où le travail de tous est poussé au maximum parce qu'un concours de fin d'année sélectionnera la moitié de la classe. Imaginons que l'ensemble des élèves obtienne la garantie que la sélection ne fonctionnera plus : du même coup, la principale motivation du travail disparaît et c'est le système éducatif tout entier qui s'effondre, jusqu'à ce qu'une autre organisation du travail (basée sur la coopération, l'entraide, par exemple) soit mise en place. Il en est de même avec le modèle productiviste : la lutte pour un emploi agricole pour tous au pays, si elle aboutit, le privera de son ressort de fonctionnement essentiel. C'est bien pourquoi la bourgeoisie le maintient, malgré son irrationalité croissante.

Le monde agricole : une démographie particulière

Le monde agricole est plus vieux que la moyenne française : les communes rurales comptent 18,7 % de personnes âgées de 65 ans et plus, contre 13,4 % dans l'ensemble du pays. En revanche, les jeunes (moins de 15 ans) ne comptent que pour 22,3 % dans les communes rurales, contre 24,1 % dans l'ensemble de la France. Si l'on s'intéresse à l'agriculture seule, les choses sont encore plus claires. Ainsi, entre 1968 et 1975, les générations de 10 à 16 ans comptaient en moyenne 117 000 personnes ; alors que celles de 50 ans et plus en comptaient 178 000 (52 % de plus). On prévoit qu'entre 1983 et 1989, les chiffres analogues seront de 58 000 pour les 10 à 16 ans et 107 000 pour les 50 ans et plus (84 % de plus !). En 1982, un quart des exploitants aura plus de 57 ans.

Certains tirent argument de cette moyenne d'âge élevée pour expliquer la diminution rapide du nombre de travailleurs (- 5,7 % chaque année entre 1968 et 1975, contre - 3,7 % entre 1954 et 1968). Ainsi, ce texte de l'INSEE : «L'éventualité d'un ralentissement de la croissance industrielle ne paraît pas susceptible de freiner réellement le mouvement qui fait décroître de plus de 100 000 personnes chaque année la population active agricole. En effet, ces départs résultent de l'évolution de la structure démographique de cette population, et donc des tendances de longue période» (C. Girardeau, «Economie et statistique», n°69, p. 40, «Les perspectives d'emploi d'ici 1980»). En d'autres termes, si le nombre de travailleurs dans l'agriculture diminue, c'est parce qu'ils sont vieux.

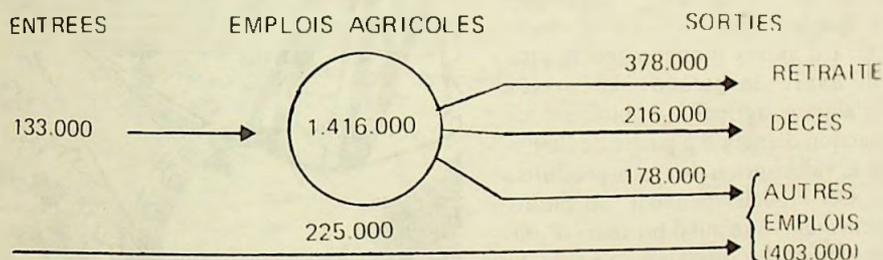
Etre vieux et se retirer, c'est une chose. Ne pas avoir de «successeur», c'en est une

autre. Les P.D.G. aussi sont âgés : le recensement de 1975 nous apprend que les 2/3 ont 50 ans et plus. Ils sont même plus vieux que les paysans, les P.D.G. Et pourtant, personne ne va écrire que la diminution du nombre de P.D.G. est inévitable parce que le nombre de plus de 50 ans est exceptionnellement élevé. Ce chiffre ne signifie qu'une chose : il faut, la plupart du temps, avoir un «certain âge» pour devenir P.D.G. Mais pas de souci à avoir pour ces messieurs-dames : quand ils disparaîtront de la scène sociale, il y aura de nombreux candidats pour les remplacer.

Voilà le vrai problème. Quand un paysan pauvre (ou en voie de paupérisation) arrête, la plupart du temps tout dissuade les candidats à l'installation. Le résultat ? Eh bien, lisons le recensement : pour 100 départs (déces ou retraite), il y a 22 arrivées. Chez les femmes, c'est pire encore : sur 100 filles d'agriculteurs, 10 (pas une de plus) prennent un emploi dans l'agriculture. La réalité on peut la lire sur ce graphique

LES EMPLOIS DANS L'AGRICULTURE ENTRE 1968 ET 1975

(hommes uniquement)



Ainsi, entre 1968 et 1975, 133 000 personnes nouvelles ont trouvé un emploi agricole. Mais 732 000 ont quitté leur emploi agricole : 378 000 en prenant leur retraite, 216 000 parce qu'elles ont abandonné l'agriculture. En outre, 225 000 fils de paysans (exploitants, fermiers ou salariés) ont choisi un autre métier que celui de leur père. Au total, en 7 ans, l'agriculture a fourni au reste de l'économie une force de travail de plus de 400 000 personnes !

Comment ne pas voir l'évidence ? L'agriculture fournit des produits agricoles et des ressources de main d'œuvre. C'est même le premier fournisseur de main d'œuvre, loin devant les pays sous-développés. En 7 ans, l'agriculture française a fourni plus de travailleurs aux autres secteurs qu'à aucun autre moment de l'histoire.

Sur deux jeunes qui «entrent» dans l'agriculture, un s'en va ensuite. Les enfants d'agriculteurs choisissent la ferme comme solution d'attente. Après le service militaire, beaucoup ne reviendront pas. Lorsqu'ils quittent, le plus souvent, ils deviennent O.S. : c'est le cas de 63 % des exploitants qui s'en vont et de 78 % des ouvriers agricoles. Il y a là quelque chose d'unique : sur 100 artisans qui quittent leur métier, 7 % seulement deviennent manœuvres et 14 % O.S.

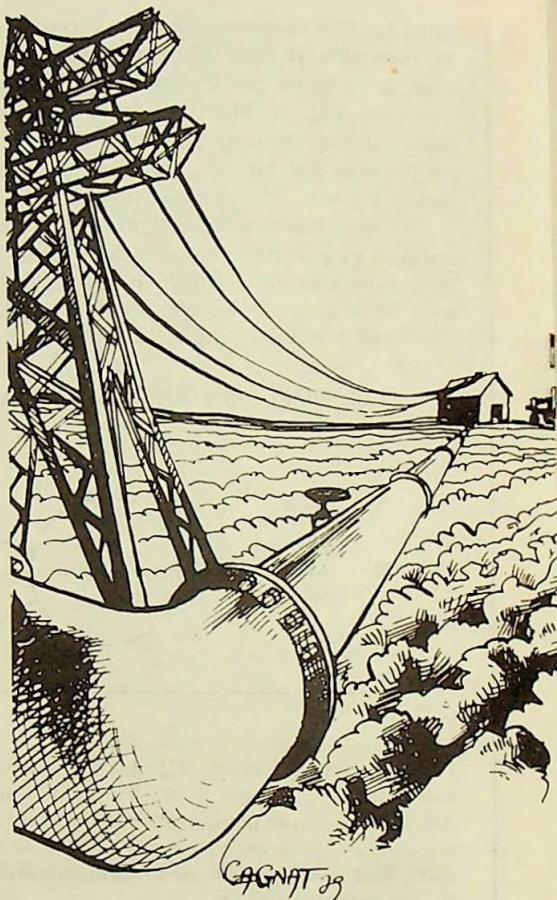
On pourrait dire : tout cela, c'est de la vieille histoire. Maintenant, ça va changer ! Eh bien, pas du tout. Les chiffres du VII^e Plan sont parfaitement clairs : sur 177 000 actifs agricoles qui ont quitté l'agriculture pour un autre emploi entre 1976 et 1980 :

- 83 100 sont devenus O.S. ou manœuvres (47 %),
- 31 100 sont devenus employés non qualifiés (17,5 %),
- 43 500 sont devenus ouvriers qualifiés (24,5 %).

Au total, 9 sur 10 ont pris un emploi de travailleur manuel ou de travailleur non qualifié. L'agriculture française est la plus grosse pourvoyeuse de prolétaires. C'est là que le capital trouve la réserve de force de travail dont il a besoin pour fonctionner.

Le problème de l'énergie met en évidence de la même manière les impasses de ce modèle d'agriculture productiviste. Les agriculteurs les plus compétitifs, les plus efficaces, sont aussi ceux qui consomment le plus d'énergie. Mais l'accroissement du coût de l'énergie remet en cause la rationalité de ce modèle de production : les gains de productivité qui résultent d'une dépense accrue d'énergie ne dégagent pas de quoi payer cette dépense supplémentaire. La productivité, exprimée en argent, décroît.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le Pouvoir s'intéresse maintenant à d'autres modèles techniques qu'il avait largement méprisés jusqu'alors : agriculture biologique, production d'énergie à partir de l'agriculture, valorisation des sous-produits, etc... Ces modèles peuvent, au moins partiellement, être aussi porteurs d'une autre logique de croissance que celle du capitalisme. Ils peuvent aussi (peut-être) permettre aux producteurs qui les adoptent d'être relativement plus autonomes par rapport au système dominant. Tant qu'il s'agit là d'un phénomène marginal, le système peut s'en accommoder. Mais la crise de l'énergie incitera vraisemblablement un nombre



Une efficacité décroissante

En 1945, l'agriculture française utilisait 4,5 millions de TEP d'énergie (la T.E.P. - Tonne d'Equivalent Pétrole - est l'unité de mesure qui permet d'additionner les différentes formes d'énergie ; ainsi une tonne de charbon fournit une énergie analogue à 0,666 tonne de pétrole ; elle comptera donc pour 0,666 TEP), énergie animale comprise. En 1975, sa consommation est passée à 16 millions de TEP (il faut environ 2 TEP pour fabriquer une tonne d'engrais azotés), soit 3,5 fois plus. Mais la production agricole a seulement doublé, dans le même laps de temps. En ce qui concerne la production animale destinée à l'alimentation humaine, les consommations d'énergie ont progressé, depuis 1945, 2,7 fois plus vite que la production. Pour les produits végétaux destinés à l'alimentation humaine, la consommation d'énergie a progressé 5,7 fois plus vite que la production. Pour les produits végétaux destinés à l'alimentation animale : 2,7 fois plus vite. Cette gabegie énergétique ne posait aucun problème majeur (sinon écologique) tant que l'énergie coûtait trois fois rien. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

croissant de producteurs à abandonner un modèle de production désormais trop coûteux : d'où, à terme, une contradiction évidente.

Bien sûr, ce n'est pas la seule : on ne voit pas bien comment l'insertion croissante dans la division internationale du travail peut s'accompagner d'un maintien de la Politique Agricole Communautaire (P.A.C.) européenne.

Ainsi, la solidarité du bloc social qui domine la campagne française risque de se fissurer et de précipiter une frac-

tion de la paysannerie moyenne — celle qui a besoin, pour vivre, des prix européens — dans l'autre camp.

A nous de comprendre ces nouvelles données et de savoir les traduire dans une stratégie de lutte. Elles peuvent décupler nos forces, car elles entraînent de plus en plus directement de nouvelles couches de travailleurs dans le camp de la lutte anticapitaliste, aussi bien à l'intérieur que sur la scène mondiale.

La politique agricole communautaire : une fin prochaine ?

La Politique Agricole Communautaire (PAC) coûte cher : 54 milliards de F. en 1979 (pour les Neuf). Certes, il ne faut rien exagérer, puisque cette somme ne représente jamais que 0,4 % de la Production Intérieure Brute (PIB) des pays de la Communauté, ce qui n'est quand même pas démesuré si l'on veut bien se souvenir que l'objectif officiel de la PAC est de garantir un revenu minimum aux agriculteurs. Mais justement, le problème est que cet objectif est loin d'être atteint. En effet, en soutenant les prix, on assure une rente confortable à ceux qui produisent le plus, sans parvenir à fournir le minimum vital à ceux qui produisent le moins. Ainsi, 11 % des exploitants français utilisent 82 % des dépenses de garanties destinées aux céréales. De ce fait, la PAC, loin d'atténuer les disparités entre les agriculteurs ou les régions les a accrues. Curieuse façon d'assurer un revenu minimum, on en conviendra.

Pourtant, ce constat n'est pas neuf. Si l'on parle de plus en plus d'une remise en cause de la PAC, ce n'est pas parce que les «responsables» auraient brutalement découvert les effets pervers d'une politique qui fonctionne depuis presque 20 ans ; mais c'est parce que cette politique rentre désormais en contradiction avec le «redéploiement international» auquel poussent les gouvernements européens pour tenter d'en finir avec la crise. Comment voulez-vous, gémissent-ils, qu'un *Nestlé* français (ou européen) puisse se constituer alors que les prix européens du lait sont 5 fois plus élevés que les prix mondiaux, 2,5 fois plus élevés pour le sucre, 4 fois pour le beurre, 2 fois pour le blé !

Bref, la PAC était acceptable tant qu'elle évitait un effondrement de la petite paysannerie, dont l'apport productif était indispensable pour assurer l'indépendance alimentaire de la Communauté. Cet apport n'est plus indispensable aujourd'hui, car les excédents s'accumulent. L'important est de se placer sur «le bon créneau» commercial, face aux géants américains et suisses : en 1985, moins de 100 firmes agro-alimentaires devraient réaliser 50 % de la production alimentaire mondiale. La PAC est devenue un obstacle pour que des firmes européennes espèrent figurer au palmarès.

GERMINAL EN A PARLÉ

- La PAC : «Les prix européens : une duperie» (G. n°11) - «Réorganiser la production agricole» (G. n°12) - «La géante et l'écolo» (T.S. Mensuel n°12 - avril 1980) - «Zone de libre échange ou Europe des travailleurs» (G. n°15) - «A contre courant» (G. n°15) - «Ah ! ces fameux montants compensatoires» (G. n°15) - «La PAC : domination du mode de production américain» (G. n°16) - «A propos des prix agricoles» (G. n°19).
- Critique de la spécialisation agricole : «Réorganiser la production agricole» (G. n°12).

III

QUEL CONTRÔLE POPULAIRE SUR L'ESPACE RURAL

L'espace rural : c'est devenu un des principaux révélateurs des contradictions du système capitaliste.

Dans certaines régions, la désertification existe. Les activités agricoles se concentrent dans les zones riches, la concentration industrielle a pompé la population : pour trouver un emploi, la seule solution, c'est de partir. La spécialisation régionale accentue ce phénomène au détriment des régions les moins bien loties : zones au relief plus accentué, à la fertilité moins grande, ou moins bien desservies par les voies de communication.

dépérit, des villages sans services publics, des difficultés croissantes pour mener une vie normale. Ceux dont les revenus sont suffisamment élevés s'en sortent bien : la voiture, voire les deux voitures, le téléphone, l'utilisation d'une main d'œuvre salariée permettent de pallier les inconvénients d'une campagne qui se vide. Mais les autres ?

Le Pouvoir prétend prendre ces problèmes en charge : politique de la montagne, discours sur l'agriculteur «jardinier de la nature». Tout n'est pas négatif dans les mesures prises : mais nous

Le désert français

La France comptait en 1975 : 97 habitants au km². En 1985, ce chiffre sera de l'ordre de 107/km². Mais si l'on élimine les agglomérations urbaines, on tombe à 24/km². Toutefois, cinq départements (Alpes de Haute Provence, Alpes Maritimes, Hautes Alpes, Ariège et Lozère) comptent moins de 13 h/km² en zone rurale. Les projections démographiques amènent à penser qu'en 1985, 5 départements supplémentaires seront dans ce cas : les Ardennes, la Haute Marne, la Côte d'Or, la Meuse et la Meurthe et Moselle. Le désert avance...

Moins d'hommes, cela veut dire une campagne moins entretenue, l'abandon pur et simple des tâches les plus difficiles : d'où des effets sur l'environnement (par exemple la rapide extension des feux de forêt du fait de la présence de broussailles ou de maquis très inflammables; ou encore les glissements de plaques de neige sur les pentes où l'herbe n'a pas été coupée). Mais cela veut dire aussi une vie sociale qui

sommes loin du compte, et le mouvement de désertification progresse. Pour l'inverser, c'est tout un ensemble de décisions énergiques qui serait nécessaire, à commencer par une réforme du système des prix. Ce qui impliquerait, du même coup, que l'on pénalise l'agriculture productiviste, au coût social trop élevé.

Par ailleurs l'espace rural est l'objet de



multiples convoitises de la part des particuliers, du capital et de l'état :

— Il faut de l'espace pour l'industrie du tourisme : stations de sports d'hiver, stations vertes, Parcs régionaux, autant de réalisations que l'hyper-concentration urbaine incite à créer pour permettre aux citoyens de

qui représentera, à ce moment-là, selon EDF, près de la moitié de l'énergie consommée en France. Ce sont 15 000 km de lignes supportées par 50 000 pylônes de 50 mètres de haut, qui vont venir s'ajouter aux 60 000 km de ligne à 200 000 volts — lesquelles grandiront, d'ici 2000, de 20 000 km). Au total, 30 000 ha surplombés et 2 000 autres complètement stérilisés pour construire les postes d'interconnexion. Dans la Loire, l'autoroute B 71, destinée à doubler le trafic Paris-Méditerranée, coûtera un millier d'hectares au département si elle se fait (voir *Germinal* N°18 : «Comme on grignote un fromage», par le secteur agricole de la Loire).

Un développement, consommateur d'espace

- Le réseau routier français occupe déjà 400 000 ha. D'ici 1985, il devrait grossir de 150 000 ha, du fait du programme auto-routier. En comparaison, le chemin de fer occupe 21.500 ha.

- Une centrale nucléaire stérilise de 500 à 800 ha de terres : les plus fertiles, en général, car situées en bordure de cours d'eau importants.

- L'usine Peugeot de Mulhouse a coûté 500 ha de forêts.

- Chaque année, l'urbanisation et les infrastructures amputent l'espace rural de 80 à 100 000 ha : 8 à 10 fois l'extension projetée du camp du Larzac.

reconstituer leur force de travail dans de bonnes conditions.

— La centralisation de notre société, par exemple en matière énergétique, impose de transporter des quantités croissantes de matériaux, d'énergie et de personnes. L'espace rural devient le support des infrastructures nécessaires au développement de plus en plus cancéreux du système : autoroutes, canaux à grand gabarit, centrales nucléaires, lignes à haute tension, exploitations minières et recherches d'uranium.

Ainsi, EDF vient de publier le plan du nouveau réseau de lignes électriques à haute tension (400 000 volts) qu'elle se propose de réaliser d'ici l'an 2000 pour acheminer l'électricité nucléaire,

— Enfin, notre société se militarise : il ne lui suffit plus de mobiliser les hommes, il lui faut aussi mobiliser l'espace rural, pour permettre à l'armée de s'entraîner, à l'abri des regards indiscrets, contre un ennemi tantôt extérieur, tantôt intérieur, comme au Larzac.

Certes, on parle beaucoup d'aménagement de l'espace rural, ce qui montre bien que les évolutions spontanées ne vont pas sans difficultés. Mais il s'agit moins d'infléchir ces évolutions que de les accompagner. L'aménagement rural ressemble fort à un quadrillage du territoire qui tantôt reflète, tantôt accélère la spécialisation d'une région : pare régional ici, contrat de pays là, etc... Il en résulte tout un maquis où

Le tourisme à Curbans (Alpes de Haute Provence)

Curbans est situé à quelques kilomètres de Vaumeilh, où un projet d'aéroport a déjà fait couler beaucoup d'encre ; il se trouve également au centre d'une zone où les stations de ski sont nombreuses et le site du col de Blaux offre un panorama sans égal sur la vallée de la Durance avec, à ses pieds, un magnifique lac. La société hollandaise en choisissant de s'appeler EDEN ne se trompe donc pas dans le choix qu'elle fait. En accord avec la municipalité, elle construit deux chalets témoins dont le style provençal est directement importé de Roumanie (pour des raisons d'économie) et la réhabilitation de l'ancien village est étudiée pour servir d'alibi.

Le projet prévoit : 300 pavillons et maisons, un hôtel, un terrain de golf, deux piscines, etc... Enfin, pour éviter les transferts de capitaux et accroître les bénéfices, un tiers des habitations seront destinées à des Français qui, ainsi, payeront la totalité des travaux.

Aidé par TFI, un film est réalisé pendant l'été 76. Trop heureux de bénéficier d'une publicité gratuite, l'architecte du projet s'investit dans l'affaire et devant les caméras de la télévision il présente une maquette et expose le projet. Le film passe sur la première chaîne au début de l'année 77 et il soulève un tollé général. Dès le lendemain une pétition circule ; elle est bientôt signée par la presque totalité du village et les jeunes agriculteurs se sentant menacés profitent des élections du mois de mars pour renverser la municipalité.

Le premier acte de la nouvelle municipalité sera d'empêcher la réalisation du projet des Hollandais. Pour cela, elle demande à la DDE de réaliser un Plan d'Occupation des Sols et elle déclare le col de Blaux zone agricole, donc non constructible.

La deuxième préoccupation du nouveau conseil est de redonner vie au village qui n'a plus ni commerce ni artisanat. Rien d'étonnant, dans cette situation, que personne ne se soit alarmé devant la menace que représentait le projet des Hollandais. Une association culturelle est créée, la municipalité lui offre une ancienne salle d'école dans laquelle elle installe un bar qui pourra servir de lieu de rencontre. Elle réorganisera, l'année même, l'ancienne fête votive qui sera l'occasion de faire travailler tout le village et de lui redonner une âme. Mais cela ne suffit pas ; il faut diversifier les revenus du village et accroître la population. Une politique de réhabilitation de l'habitat est entreprise, un premier recensement des logements disponibles est réalisé et, un an après, quatre nouvelles familles sont installées. Ce sont des jeunes qui, avec de jeunes enfants, pourront empêcher que l'école soit menacée de fermeture. Ce sont des artisans travaillant actuellement sur Gap, mais qui pourront peut-être venir s'installer définitivement sur la commune. Un chemin est réaménagé, il libérera de nouvelles terres agricoles.

(Germinal n°17)

viennent se perdre toutes les tentatives de contrôle populaire.

Les luttes pour le contrôle sur l'espace rural prennent de plus en plus d'importance. Ces luttes sont aujourd'hui des acquis décisifs : les paysans du Larzac et tous ceux qui luttent avec eux ont résisté au reflux de l'après 78 ; et ils tiennent toujours aussi bon contre les prétentions de l'armée et du pouvoir ; ceux de la région nantaise mettent en échec EDF au Pellerin et les

Bretons font de même à Plogoff ; il n'est plus de grand projet d'infrastructure dévoreur d'espace rural qui ne suscite aujourd'hui la résistance des ruraux concernés, l'organisation de comités de défense larges.

Les enquêtes d'utilité publique ne peuvent plus se faire — comme par le passé — en douce. On les discute, on les conteste, on les boycotte : les gens veulent savoir au nom de quoi le Pouvoir veut transformer leur région,

changer autoritairement la destination des sols, ou leur imposer risques et pollution permanents.

En voulant annexer l'espace rural, le capitalisme produit ainsi ses contradictions : il permet aux paysans et aux ruraux de sortir de leur isolement, de se découvrir de nouveaux alliés dans leur lutte, de poser en des termes politiques le problème du contrôle de

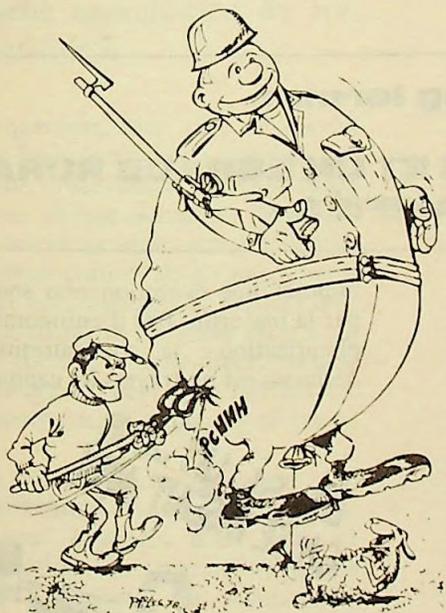
l'espace rural.

Ces solidarités nouvelles, qui apparaissent dans le camp anticapitaliste, ne doivent bien sûr pas faire l'économie des divergences entre les intérêts objectifs des uns et des autres. Il faut analyser lucidement ces dernières. Quoiqu'il en soit, la lutte pour le contrôle populaire de l'espace rural ne peut plus être considérée comme un terrain de lutte secondaire.

Les implantations rurales de l'armée

Elles représentent
270 000 ha comprenant :

a) 119 800 ha de *camps*



nationaux représentant 45 % de l'ensemble du domaine affecté aux armées et de l'ordre de 0,21 % de la superficie de la France, au lieu de 1,9 % en Hongrie, 1,85 % en République Démocratique Allemande, 1,3 % en Tchécoslovaquie, 0,7 % en République Fédérale Allemande, 0,58 % en Grande-Bretagne et 0,5 % en Suisse.

b) une autre moitié faite : de camps de plus petite taille, de bases aériennes, d'installations stratégiques : Albion - 35 000 ha.

La surface militaire des camps nationaux est conditionnée par l'évolution des techniques militaires, en particulier par l'entraînement des chars et de l'artillerie à tir réel qui font rechercher des camps de 15 000 ha.

GERMINAL EN A PARLÉ

- *Espace rural* : spéculation foncière pour l'urbanisation : «Le scandale de Brindas (Rhône)» (G. n° 10) - «Vaumeilh, 4 ans après» (G. n° 15) - «Armée et espace rural» (G. n° 16) - «Le canal à grand gabarit Rhin-Rhône» (G. n° 16) - «La gestion de l'espace rural» (G. n° 17) - «Pour un contrôle populaire de l'espace rural» (G. n° 18) - «Comment on grignote un fromage» (G. n° 19) - «Parc naturel régional» (G. n° 19).

Aménagement rural : «Les contrats de pays ; l'exemple de Bitché» (G. n° 12) - «La gestion de l'espace rural» (G. n° 17) - «Histoire de désertification» (G. n° 17) - «L'aménagement rural, un enjeu» (G. n° 19).

IV

A LA CAMPAGNE AUSSI, ON PEUT VIVRE, PRODUIRE, TRAVAILLER AUTREMENT !

Aucune évolution n'est inéluctable : ce n'est pas la «nature» qui pousse à la concentration des exploitations, à l'augmentation de la productivité, à l'exploitation accrue du travail des petits et moyens paysans. C'est le capitalisme et sa logique.

Il convient donc de casser cette logique. A court terme, en affirmant des propositions à contre-courant. Lesquelles, à plus long terme, devraient permettre de déboucher sur une agriculture autogestionnaire et socialiste.

à long terme :

UNE AGRICULTURE ET UN ESPACE RURAL PLANIFIÉS

Le socialisme autogestionnaire suppose la décentralisation à tous les niveaux, de façon à permettre aux intéressés de décider par eux-mêmes de ce qui les concerne. En d'autres termes, pas d'autogestion sans *autonomie*. Mais cela implique un remodelage de l'espace : déconcentration urbaine, d'une part (comment autogérer des «mégalo-poles» invivables ?), revitalisation (industrielle notamment) des campagnes d'autre part (comment autogérer des déserts ruraux ?). Ainsi devraient être peu à peu atténuées les inégalités urbain/rural, et facilité le choix des habitants sur la production de leur cadre de vie. N'ayons pas peur des mots : pour remodeler l'espace rural, il faut *planifier*. C'est-à-dire décider collectivement, avec les intéressés, au lieu de laisser les rapports de force, le hasard ou la logique du profit

imposer une évolution non souhaitée par la majorité. Pas d'autonomie sans planification : la concentration des décisions est un travers du capitalisme.

ET SI UN JOUR
ÇA SE PASSAIT AINSI



L'autonomie régionale et locale doivent permettre enfin une décision collective.

«La ville primitive était une véritable communauté, car chaque homme y dépendait de l'autre, son travail spécialisé étant nécessaire à l'autre, comme le travail de l'autre lui était également nécessaire. La communauté urbaine s'est créée sur cette interdépendance organique des hommes dans un espace bâti où ils étaient journallement en contact. Dès lors que le travail s'échappe de cet espace bâti, cette forme d'interdépendance disparaît. Celui qui absorbe à Ivry des conserves mises en boîte dans la vallée du Rhône, après les avoir fait cuire sur une cuisinière construite en Alsace, et qui ensuite lave sa vaisselle dans une machine d'origine allemande, dépend plus précisé-

ment des chaînes industrielles anonymes qui lui assurent ainsi sa vie journalière, que de son voisin de palier. Non qu'en elle-même cette interdépendance internationale, voire planétaire, ne soit pas profitable, que les liens économiques diffus soient en eux-mêmes regrettables, mais ces liens sont inconscients, abstraits, et comme ils ne s'accompagnent pas d'autres liens concrets et conscients, l'homme moderne se trouve seul, isolé, perdu dans une machine socio-économique monstrueuse aux mécanismes de laquelle il ne comprend rien.»

H. LABORIT, *L'Homme et la ville*
éd. Flammarion, coll. Champs
1977, p. 160

★ Quelle organisation du travail agricole ?

Pas question, bien sûr, de décrire avec un luxe de détails ce que pourrait être cette organisation dans un cadre socialiste autogestionnaire. Mais on peut avancer quelques grandes lignes.

La rémunération du travail ne sera plus liée uniquement à la production : tout travailleur devra avoir droit à un revenu correct. L'agriculteur, comme tout travailleur, devra pouvoir exercer des responsabilités à tous les niveaux :

— pas question d'exploitation du type «sovkhos», dans laquelle les décisions sont imposées d'en haut, et l'organisation du travail s'effectue sous la houlette du «camarade-ingénieur-directeur».

— les unités de production devront être de taille contrôlable par les producteurs associés. Ce sera à l'expérience de déterminer cette taille, qui devra permettre un partage et une rotation des tâches et des responsabilités, une discussion collective de l'organisation du travail et de la production, une intégration de tous (jeunes, moins jeunes, handicapés...). Le caractère suffisamment collectif de la production donnera la possibilité d'horaires de travail corrects, de vacances régulières et mettra fin à la course à la «capitalisation» des jeunes (toujours plus de matériel plus puissant, toujours plus de foncier, pour «rester dans la course»). Pas question non plus d'en rester à des solutions du type GAEC actuel, qui conservent les mêmes caractères que les exploitations familiales.

LES GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN

Il s'agit d'une société civile créée par la loi agricole de 1962, qui permet à deux ou plusieurs (moins de dix) agriculteurs de s'associer, à condition que les associés travaillent effectivement sur l'exploitation, et que la superficie des terres exploitées en commun ne dépasse pas un certain seuil. Les apports de chaque associé peuvent être de natures

diverses : foncier, capital d'exploitation ou travail uniquement. La rémunération de chacun se fait sous forme d'un salaire et les bénéfices ou pertes sont partagés entre associés, en fonction des apports. Dans la majorité des cas, les GAEC existants sont des associations du type père-fils.

— Enfin, la création de ce type d'exploitation plus collectif ne pourra être que progressive, et en aucun cas contraignante. Elle pourra donc coexister avec des unités de production individuelles (dans la limite d'un quantum de production) et devra être suffisamment attractive pour inciter les exploitants à passer de la forme traditionnelle à la forme collective. La question de la socialisation de la terre (qui peut s'effectuer dans le cadre communal, par exemple) se posera à plus long terme :

Le jour où la garantie de travail sera assurée par le collectif d'exploitation et par l'existence d'emplois ruraux non agricoles (grâce à la déconcentration urbaine), la question de la socialisation des moyens

de production ne se posera plus du tout de la même manière. Mais en ce domaine, il convient avant tout d'être pragmatique : la socialisation des moyens de production n'est pas synonyme de socialisme, comme le montre l'expérience soviétique. Ce n'est qu'un moyen, en vue d'assurer que la production ne s'accompagne pas d'exploitation du travail, et qu'elle procure une valeur d'usage (en quantité et en qualité) conforme aux besoins de l'ensemble des habitants. Il se peut très bien qu'à l'expérience, les formes collectives de production décrites rapidement plus haut permettent d'atteindre ces objectifs sans qu'il soit nécessaire de socialiser les moyens de production. Cette dernière mesure sera, en toute occurrence, le résultat d'une longue évolution, que les paysans eux-mêmes conduiront.

★ La planification de la production agricole

Produire de quoi nourrir correctement les hommes est chose trop importante pour que les décisions soient prises en fonction du profit espéré. Une agriculture qui recherche la rentabilité produit pour les riches et laisse crever les autres : on l'a vu lors des sécheresses en Afrique. La production agricole doit être organisée en vue de fournir le maximum de valeur d'usage et non le maximum de valeur marchande. Ce qui n'exclut pas, bien sûr, la recherche de l'efficacité.

Les biens agricoles à produire devront être déterminés en quantité et en nature, en harmonie avec les plans régionaux et locaux, plans établis avec les producteurs, les consommateurs et les travailleurs. Ils devront assurer le maximum d'autonomie de production et de consommation aux régions. Ce qui implique une diversification de la production dans chaque région. Cer-



es, des facteurs climatiques évidents rendent illusoire (et peu souhaitable de toute façon) l'auto-suffisance. Mais la spécialisation à outrance empêche toute autogestion réelle, puisque les producteurs et les consommateurs sont séparés par des centaines, voire des milliers de kms. Il est possible, d'ailleurs, que ce choix d'une autonomie plus grande des régions en matière d'approvisionnement agricole amène à remettre en cause certains modèles de consommation fondés sur le gaspillage de ressources rares et de travail : tomates et primeurs en hiver pour les habitants de Lille, par exemple. Mais aussi sur-consommation de viande...

La production et la planification agricoles devront tenir compte de la nécessaire solidarité entre les régions, de l'approvisionnement des centres urbains et des problèmes des pays du Tiers-Monde (refus du pillage, fourniture des excédents à bas prix pour éviter la mal-nutrition, tant que leur propre production, désormais tournée pour l'essentiel vers les besoins locaux,

ne sera pas suffisante).

★ Le droit à des produits de qualité

Jean Ferrat a chanté les poulets aux hormones. Il faudrait de longs couplets pour décrire les viandes bourrées d'antibiotiques, les pommes et les fruits attirants mais sans saveur, les carottes et les poireaux gorgés de produits phytosanitaires, etc... Là aussi, l'évolution n'est pas inéluctable. Ce n'est pas le prix du progrès, mais, plus prosaïquement, la conséquence du productivisme auquel poussent l'endettement croissant, la nécessité de toujours s'agrandir.

La production socialiste s'attachera à la *valeur d'usage*. C'est-à-dire non pas à la plus grande quantité possible pour un travail donné, mais à une production satisfaisant les besoins au moindre coût (dépense en travail, mais aussi coût écologique, coût sanitaire pour le consommateur, etc...)

à court terme:

DES PROPOSITIONS A CONTRE-COURANT

Il n'est pas dans notre intention de présenter ici un «programme agricole du PSU», ou un catalogue fourre-tout de propositions. Nous souhaitons seulement lancer le débat dans la gauche paysanne à partir de quelques axes qu'il nous paraît important d'approfondir, en liaison avec l'analyse qui précède.

Il est évident que nos propositions

n'ont de sens que rapportées à des luttes. La forme qu'elles prendront, c'est-à-dire les *pratiques de contrôle* qu'elles permettront de développer nous semblent tout aussi importantes. La façon de se battre préfigure en quelque sorte ce que sera la société qu'on souhaite instaurer : un socialisme qui s'impose à coup de policiers est un système policier, pas un système socialiste.

★ Rompre avec la logique productiviste : droit au travail et à un revenu décent.

Le modèle capitaliste productiviste aboutit à des contradictions, on l'a vu. Profitons-en. Luttons contre l'exode agricole, notamment en renforçant l'alliance entre la nouvelle paysannerie pauvre et la petite paysannerie, toutes deux menacées à terme. En luttant pour le *droit au travail au pays*, cette alliance ne se réduit pas à la défense des petits contre les gros, elle prépare un terrain favorable à la construction du socialisme autogestionnaire. Elle permet de concrétiser le droit, essentiel, pour chacun de décider librement de ce qui le concerne, au lieu d'être la « victime » des « fatalités économiques ». *Il n'y a pas de fatalités économiques, il n'y a que des règles sociales*, qui peuvent être modifiées, si l'on en décide ainsi.

Mais il n'en sera ainsi que si cette alliance remet clairement en cause le productivisme et le modèle de production diffusé dans l'agriculture française depuis un quart de siècle. Ce modèle est contradictoire avec la volonté de produire une alimentation saine, avec le respect des équilibres naturels, avec le respect des rythmes humains (8 heures de tracteur par jour = colonne vertébrale déglinguée à 35-40 ans), avec le droit au travail au pays. *Réduction du temps de travail agricole et production alimentaire de qualité pour tous*, voilà les thèmes sur lesquels nous devons nous appuyer. Ils posent deux types de problèmes.

Le premier est celui du coût. On le sait bien : une agriculture productiviste fournit des aliments moins coûteux. C'est sa fonction essentielle, c'est son principal intérêt pour le capitalisme. Refuser ce modèle, c'est, du

même coup, produire des aliments plus coûteux. L'opposition traditionnelle petite bourgeoisie agricole/prolétariat urbain va-t-elle ressurgir par le biais d'une hausse des prix agricoles ? Pas du tout si (et seulement si), parallèlement, une répartition plus égalitaire des revenus est opérée dans les activités non agricoles. En d'autres termes, une agriculture non productiviste n'a de sens que dans une société moins inégalitaire. En outre, la moindre spécialisation régionale peut contribuer à raccourcir les circuits d'approvisionnement et donc atténuer la hausse du coût de production.

Le deuxième problème est celui de l'agriculture biologique. Celle qui s'efforce de réduire au strict minimum l'emploi de produits chimiques de synthèse. Comment admettre les relents élitistes, voire réactionnaires de certains des mouvements « biologistes », du type « Nous faisons de la qualité pour les connaisseurs, que les autres se débrouillent avec la merde qu'ils produisent » ? Le dualisme agricole n'est d'ailleurs pas une pure vue de l'esprit. Le capitalisme pourrait bien y voir une des façons de sortir de la crise, en isolant d'une part un secteur « classique », très productiviste, utilisant de plus en plus de capitaux et inséré dans le marché mondial, et de l'autre un secteur plus « écologique », pour la production de qualité destinée aux couches aisées de la population. Les producteurs seraient, dans ce cas, des travailleurs qui, en échange d'une certaine « qualité de vie » et au nom d'une certaine « expérimentation sociale », se contenteraient d'une rémunération réduite. Il y a là un risque de récupération et de « dénaturation » évident : une fois encore, nous voici obligés de saisir ce qui, dans chacune de nos propositions, préfigure un autre type de société.

En sens inverse, il nous faut prêter attention aux stratégies implicites de résistance pratiquées par certains petits paysans, stratégies qui vont dans le sens d'une organisation collective d'autres formes de production : formes moins dépendantes du système dominant, donc plus résistantes. Par exemple, moins d'investissements extérieurs coûteux (du type bâtiment clés en mains) et réalisation en chantier d'entr'aide avec les voisins. Ou encore, retour à une diversification de la production, en opposition avec la tendance dominante à la spécialisation



régionale. Va dans ce sens tout ce qui favorise les formules associatives de travail (du type banques de travail, CUMA...) et tout ce qui permet aux paysans de se réappropriier un savoir-faire abandonné aujourd'hui aux spécialistes de tout poil et aux normes

industrielles diffusées par les «conseillers». En fait, ce qui est en cause, c'est la participation active des agriculteurs à la mise au point et à la diffusion de modèles techniques de production favorisant une plus grande autonomie, une meilleure maîtrise du cycle de la production. Pour y parvenir, il convient de favoriser les échanges *entre agriculteurs* et la capacité de ces derniers à se faire entendre des instituts de recherche (INRA en particulier).

★ Un revenu décent et sûr

Produire autrement n'a de sens que si l'agriculteur peut aussi *vivre autrement*. C'est-à-dire décentement : chaque travailleur devrait percevoir au moins le revenu minimum (SMIC), pour une journée de travail normale. Ce qui implique à la fois :

- une différenciation des prix selon le coût de production (par exemple, payer les céréales moins cher là où le rendement est le plus élevé);
- une différenciation des prix selon le volume de production livré : au-delà d'un certain *quantum*, les prix seraient dégressifs.

Prix et quantum seraient fixés par petite région, selon les capacités de production existantes.

Le quantum est une revendication qui permet à la fois de limiter le productivisme, de freiner les cumuls et de favoriser l'installation des jeunes.

★ Le droit au travail

Pour l'instant, il est garanti — fort mal, à vrai dire — par la propriété du sol. Dans certains cas, la propriété devient une arme qui se retourne contre le droit au travail de ceux qui produisent. *Un contrôle collectif de la propriété du sol et de son usage est*

donc indispensable : ce contrôle collectif pourrait être exercé par les producteurs d'un canton ou d'une petite région (pays au sens breton).

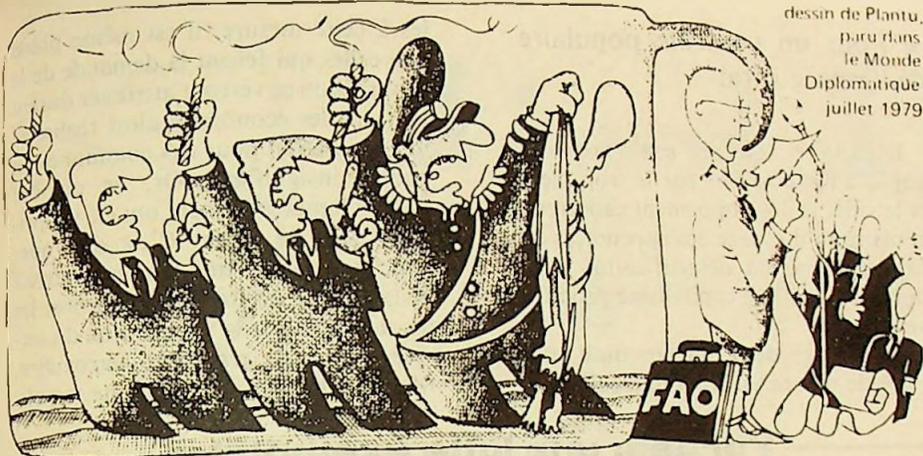
A terme, on l'a vu, la propriété ne doit plus être individuelle mais collective (voir aussi le PSU-Doc : *La terre, outil de travail ou marchandise* ?). Mais il est clair que, même alors, la disponibilité de travail ne sera pas infinie : il est possible qu'il y ait plus de candidats que de postes à pourvoir ! Le principe de base du choix des futurs exploitants doit être : d'abord ceux qui vivent au pays. des formes collectives de travail et d'entraide permettront de régler beaucoup plus facilement la question de l'exercice d'une profession agricole.

Décharger les paysans du poids du foncier, oui, bien sûr, mais c'est aussi ce que veut faire le Pouvoir avec les GFA. En fait, cet objectif n'a de sens que si l'on peut exercer un contrôle sur la répartition des terres. Par exemple, nous sommes pour un détournement du rôle des SAFER pour qu'elles puissent louer des terres et pas seulement les revendre, dans la mesure seulement où des commissions locales de paysans pourront effectivement contrôler les répartitions des terres par la SAFER. En l'absence de perspectives de changement politique dans lequel de telles transformations institutionnelles pourraient s'esquisser, cette stratégie de contrôle sur le foncier ne peut guère être mise en œuvre que dans des luttes foncières localisées très dures, car elles s'attaquent directement à la légalité bourgeoise. Celles-ci préparent les changements futurs à un niveau global. Il faut également exiger la publicité de toutes les transactions foncières.

★ Rompre avec la logique du marché mondial

Nous nous opposons à la division internationale du travail actuelle : l'expérience séculaire montre que ses avantages apparents sont contrebalancés, et au-delà, par une exploitation féroce des travailleurs du Tiers-Monde. En mettant en concurrence les forces de travail du monde entier, le capitalisme ne se borne d'ailleurs pas à intensifier l'exploitation des moins combattifs, il bloque toute possibilité d'autogestion : comment les intéressés auraient-ils pouvoir sur leurs activités lorsque celles-ci dépendent de décisions qui sont prises à des milliers de kilomètres de là, par des gens qu'ils n'ont jamais vu et ne connaîtront jamais ? Seul demeure l'anonymat total du marché.

Nous savons bien que la lutte que nous menons contre la division internationale du travail est à terme favorable *aussi* aux paysans et aux travailleurs du Tiers-Monde. Leur travail servira alors directement à satisfaire leurs propres besoins, au lieu de produire pour ceux qui ont de l'argent. Mais dans l'immédiat, il n'en est pas ainsi : leurs structures de production et de commercialisation ont été façonnées en vue d'un certain type d'échange. Ainsi, supprimer les achats européens d'arachide (en produisant chez nous des corps gras d'usage équivalent) reviendrait à ruiner le Sénégal et, par contre-coup, des dizaines de milliers de paysans dont le seul revenu monétaire provient de la vente (à bas prix) d'une arachide durement produite. A terme, cela ne peut que leur être bénéfique, en permettant de reconvertir les cultures d'exportation en cultures vivrières, et de satisfaire ainsi plus largement les besoins de base d'une population mal nourrie.



Certains, par générosité sans doute, préconisent d'accroître les achats aux pays du Tiers-Monde. Ainsi, la C.E.E., à les en croire, devrait se fournir tout entière en sucre de canne, pour permettre à la Jamaïque de trouver des débouchés à une production excédentaire. Comment ne pas voir qu'outre le caractère peu réaliste de telles propositions, on ne ferait ainsi qu'accroître le mal dont nous souffrons: le vrai problème est de lutter *contre* l'actuelle division internationale du travail, et non de l'accentuer un peu plus, même au nom de bons sentiments

Puisque contradiction il y a entre l'immédiat et le long terme, la solution consiste à indemniser les producteurs du Tiers-Monde pour qu'ils puissent se reconvertir au fur et à mesure que la division internationale actuelle du travail sera remise en cause. Elle s'accompagne d'un soutien aux luttes de libération contre les bourgeoisies locales.

Il est clair que cette orientation — qui vise à accroître l'autonomie de chacun des pays, c'est-à-dire la capacité de ses travailleurs à décider par eux-mêmes de ce qui les concerne — nécessite des contacts

internationaux entre travailleurs. C'est à cette condition que la remise en cause de la division internationale du travail ne se traduira pas par un repli sur soi-même : ce sont d'autres rapports avec les travailleurs des autres pays qu'il convient de mettre en place. Des rapports qui soient d'égalité ou de complémentarité, et non plus des rapports d'exploitation. Cette transformation ne se fera pas toute seule : il nous faut *identifier*, ici comme là-bas, les agents du capital international, ceux qui tirent profit du marché mondial et qui structurent l'économie mondiale selon leurs intérêts. Ainsi la Bretagne et la Thaïlande sont-elles situées aux deux bouts d'une chaîne commune : à partir du manioc et jusqu'à la production de pores. Qui pousse à l'internationalisation ? Pour quelles raisons ? Quelles conséquences aurait, en Thaïlande et en Bretagne, la remise en cause de cette filière ? Quelles transformations faudrait-il concrètement envisager, ici et là-bas, pour que cette remise en cause ne se fasse pas au détriment des travailleurs concernés ? Voilà autant de questions qu'il nous faudra bien aborder si nous voulons réellement rompre avec le marché mondial et substituer des rapports de solidarité aux rapports d'exploitation.

★ Pour un contrôle populaire de l'espace rural

L'espace rural est menacé aujourd'hui à la fois par le trop plein et le vide, le développement cancéreux et mangeur d'espace des appendices du capitalisme et la désertification produite par le même capitalisme productiviste.

C'est à ces deux dangers qu'il convient de mettre un frein immédiat.

Verges: une lutte exemplaire

Entre 1962 et 1976, qui sait que 8 863 écoles rurales à classe unique ont été fermées en France ? A Verges, la population n'a pas voulu se laisser faire. Entre juin 1977 — date de l'annonce de la fermeture — et octobre 1977, une intense popularisation permet d'organiser une journée «portes ouvertes» à l'école, qui rassemble plus de deux mille personnes (pour une population d'une centaine d'habitants), venues sou-

nir la «classe sauvage». A la rentrée 1978, l'école est réouverte. Les parents concernés, échaudés, ont décidé de créer une «Association départementale pour la défense de l'école en milieu rural et la vie dans les villages», dont le siège est à la Mairie de Verges (39000 Lons le Saulnier) : une ébauche de coordination nationale est ainsi mise en place.

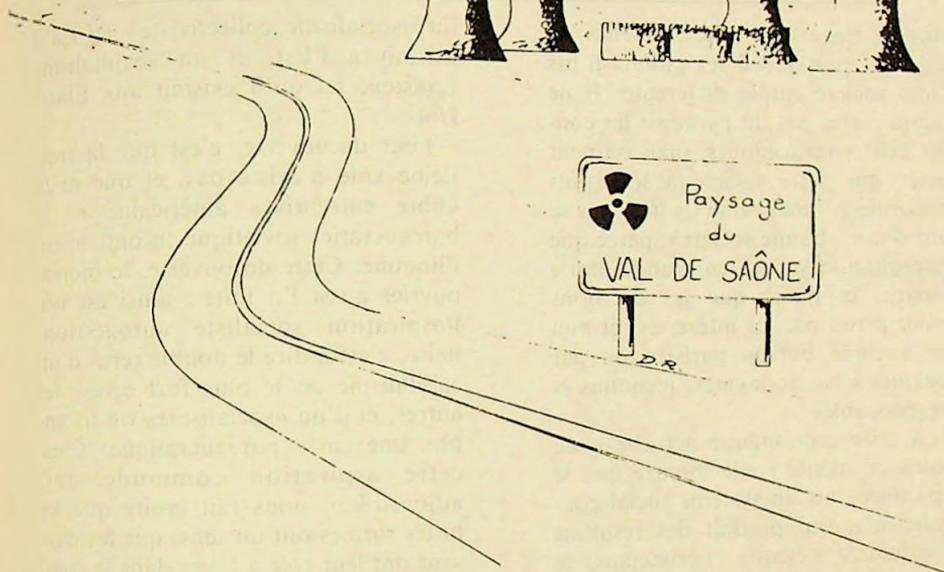
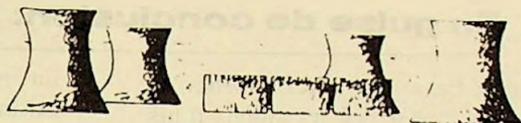
En ce qui concerne la *désertification*, le déménagement de l'espace rural, les luttes ne manquent pas. Pour maintenir le l'emploi ie qui subsiste en milieu rural, deux objectifs surtout sont essentiels : d'abord maintenir les écoles de village qui existent encore. La lutte de Verges (Jura) est, à cet égard, exemplaire. Après un an d'école sauvage, assurée par un couple de militants instituteurs retraités, l'Inspection Académique est revenue sur sa décision.

Mais la lutte contre la désertification passe aussi par le *maintien des infrastructures de transport et de communications*. Depuis quelques années, et plus particulièrement depuis mars 1979 (date de la signature du contrat Etat-SNCF), la SNCF supprime systématiquement les lignes omnibus jugées insuffisamment rentables : pour diminuer l'opposition des collectivités loca-

les à cette mesure, il est même prévu que celles qui feront la demande de la suppression se verront attribuer durant sept ans les économies ainsi réalisées; forte tentation pour des communes au budget insignifiant. Or, en octobre 1979, 3 lignes seulement ont été supprimées dans ce cadre. C'est dire que, pour les collectivités locales, l'attrait de la carotte est loin de compenser les inconvénients de la suppression du service public de transport ferroviaire. Malgré cela, la SNCF continue sa poli-

tique et a fermé 12 lignes en juin 1980 et 8 encore en octobre 1980, malgré l'opposition des populations concernées. Au total, 50 millions de francs d'économie ont été réalisés, ce qui est une goutte d'eau par rapport aux 40 milliards de francs que coûtent les accidents de la route chaque année. En outre, certaines lignes supprimées (Nantes-Chateaubriant, par exemple), n'ont rien de secondaire !

Sauf cas très particuliers (lorsque les gares sont éloignées des localités desservies, par exemple), le remplacement de l'autorail par l'autocar entraîne une dégradation du service offert à l'usager : le service routier encore moins utilisé disparaît alors à son tour et c'est l'engrenage de la désertification qui se met en place. Il est possible que, dans certains cas, un service routier convenable (cadences, confort, horai-



res) soit au moins aussi utile que le service ferroviaire. Mais la SNCF ne prend pas ce critère en considération pour les suppressions de ligne : seul compte le déficit observé, indépendamment des conditions de transport de remplacement.

De même, deux mesures sont susceptibles de diminuer considérablement l'isolement rural et d'améliorer les liaisons rurales :

— d'une part, l'ouverture des transports scolaires aux populations locales, de façon à permettre au moins une liaison quotidienne de chaque bourgade avec les communes où sont regroupés les services publics essentiels;

— d'autre part le développement des postes de téléphone publics, dont l'implantation devra tenir compte de la dispersion de l'habitat.

En ce qui concerne le *développement cancéreux des appendices du système capitaliste* (centrales nucléaires, camps militaires, autoroutes, canal à grand gabarit, etc.), les luttes de résistance se

multiplient. Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire de confronter ces luttes, d'imaginer entre elles des formes de coordination originales, car, vu leur diversité et leur enracinement local, elle ne pourra heureusement pas se faire dans un cadre centralisé «classique».

Dans l'immédiat, le PSU propose à tous les comités locaux et mouvements de lutte concernés de se rencontrer pour commencer à mettre en commun leurs luttes, leur impact (avec qui sont-elles menées ? quel est le rôle du paysan là-dedans ?, etc), leur stratégie (par exemple, comment bloquer efficacement les procédures administratives et judiciaires, quelle attitude vis à vis des enquêtes d'utilité publique ? Pour résister aux expropriations, la formule du GFA est-elle suffisante?). Cette réflexion pourrait déboucher sur une mesure plus globale : dans quelle mesure ces luttes participent-elles d'un projet de société alternatif et comment peuvent-elles l'enrichir ?

En guise de conclusion: notre espoir...

Ainsi, à travers les luttes actuelles, se dessinent peu à peu les grands traits d'une société rurale différente. Il ne s'agira certes pas du paradis : les conflits existeront toujours, mais on peut parier que cette société-là sera plus conforme à l'image que les hommes se font d'une «bonne société», parce que l'exploitation y aura en grande partie disparu, et parce que les décisions seront prises par les intéressés, et non par quelque bureau parisien ou par quelques «ils» anonymes, inconnus et irresponsables.

La crise économique actuelle a au moins ce mérite : elle montre que le capitalisme est un système social contradictoire, qui produit des résultats globalement négatifs. Longtemps, le monde rural en a été le plus fervent partisan, parce qu'à la campagne, on se méfie des nouveautés, de l'inconnu et que les liens de servilité à l'égard des classes dominantes demeureraient très forts. Mais trente ans de «progrès» ont ouvert bien des yeux : à quoi sert de produire plus, en moins de temps et avec moins de monde, si c'est pour trimmer toujours plus dur, et si c'est pour jouer les apprentis-sorciers à l'égard d'une nature qui, tôt ou tard, se vengera ? L'important n'est pas de produire plus, mais de nourrir convenablement les hommes. La crise économique est, au fond, la crise du capitalisme. Elle incite à imaginer d'autres solutions, à trouver d'autres voies. Les paysans ont leur mot à dire. Parce que, petits ou moyens propriétaires, ils ont cru aux vertus du dynamisme capitaliste, à l'innovation personnelle, aux mérites de la libre entreprise. Beaucoup d'entre eux ont cru pouvoir concilier propriété et justice, propriété et équilibre personnel. Beaucoup, sous l'impulsion de la JAC, puis des CDJA, ont cru trouver la troisième voie, entre

un «socialisme collectiviste» tel qu'il existait à l'Est, et un «capitalisme égoïste», tel qu'il existait aux Etats-Unis.

Leur découverte, c'est que la troisième voie n'existe pas, et que ni la «libre entreprise» américaine ni la bureaucratie soviétique n'ont libéré l'homme. Cette découverte, le monde ouvrier aussi l'a faite : ainsi est née l'aspiration socialiste autogestionnaire, c'est-à-dire le double refus d'un capitalisme où le plus fort écrase les autres, et d'un «socialisme» où triomphe une caste bureaucratique. C'est cette aspiration commune qui, aujourd'hui, nous fait croire que les luttes rurales ont un sens, que les paysans ont leur rôle à jouer dans le combat pour un socialisme autogestionnaire.

Certes, ce n'est pas pour autant que nous avons tout résolu, que notre vision de l'avenir est parfaitement limpide. Nos certitudes sont entachées de bien des interrogations : par exemple, la socialisation des moyens de production devra s'accompagner d'un autre mode de désignation des paysans que l'héritage. Qui en décidera ? Comment ? Ou encore, comment concilier un système de prix différenciés (qui suppose des contrôles stricts) avec une autogestion généralisée (qui suppose une grande autonomie) ?

Il nous reste encore à avancer dans notre réflexion. Mais cela se fera en avançant aussi dans notre pratique : dans notre mise en commun des luttes, dans notre apprentissage de la solidarité concrète (comme l'ont montré les paysans du Larzac) et dans la mise en place de structures qui annoncent la rupture avec ce qui existe et l'avènement d'un autre type de société. Nous avons du pain sur la planche, camarades !

GERMINAL EN A PARLÉ

- *Critique de l'internationalisation de l'agriculture* : «L'agriculture méridionale, le couteau sous la gorge» (G. n°12) - «Zone de libre-échange ou Europe des travailleurs» (G. n°15) - «A contre courant» (G. n°15) - «Fatal Bokassa» (G. n°19) - «Vieux mythes et nouvelles recettes pour une intégration au marché mondial» (G. n°20).

- *Les firmes agro-alimentaires et leur impact sur l'agriculture* : «Où en est l'intégration ?» (l'exemple de Sanders) (G. n°11) - «Marché ou solidarité ?» (les abattoirs de l'Ouest) (G. n°20).

- *L'école en milieu rural* : «Une école sous-développée et différente pour les jeunes ruraux» (G. n°10) - «Le désert scolaire des campagnes» (G. n°12) - «Quand Verges fait école» (G. n°14).

PLAN

Introduction	page 2
1 - La fin de «l'autonomie paysanne»	3
2 - L'agriculture dans la crise	11
3 - Quel contrôle populaire sur l'espace rural ?	20
4 - A la campagne aussi, on peut vivre, produire et travailler autrement	24
- A long terme: une agriculture et un espace rural planifiés	24
- A court terme: des propositions à contre-courant	27
- En guise de conclusion: notre espoir...	34



LA BOUTIQUE DE GERMINAL

★ **Germinal**, c'est d'abord une revue trimestrielle qui aborde, dans un langage accessible à tous, au gré de l'actualité, les problèmes auxquels est affrontée «l'agriculture saisie par le capitalisme».

Abonnement pour un an (4 numéros) : 15 F (ordinaire)
ou 25 F (soutien et collectivité)

par chèque à l'ordre de **Germinal** adressé à
Germinal, 57 bd de la Motte, 21800 QUETIGNY

★ **Germinal** diffuse aussi un certain nombre de petites brochures spécialisées, réalisées par des commissions du P.S.U. :

- «La terre, outil de travail ou marchandise» (5 F)
- «La forêt malade du profit» (4 F franco)
- «Les couches sociales à la campagne» (6 F franco)
- «La crise, une analyse» (5 F franco).

★ **Germinal**, enfin, peut vous faire parvenir des livres, écrits par certains de ses collaborateurs, à un **prix inférieur au prix habituellement pratiqué en librairie** :

- On a sauvé l'école du village, par R. Belperron (Syros) 22 F
- Le pouvoir des banques, par D. Clerc (Cerf) 25 F
- Les paysanneries françaises, par M. Blanc (Delarge) 35 F
- Comprendre la crise, par D. Clerc (Delarge) 35 F

★ Enfin, pour **19 F**, vous pouvez obtenir la collection complète de **Germinal** (19 numéros, le N°20 est épuisé !).

Dans tous les cas, adressez votre commande à :

GERMINAL

57 Bd de la Motte, 21800 QUETIGNY

et accompagnez-la d'un chèque libellé au nom de
Germinal.

MERCI